

Le président du Cndd-Fdd, l'Ombudsman et 2 ministres accusés de détournement

@rib News, 04/03/2011 - Source AFP - L'un des plus hauts dirigeants du parti présidentiel burundais a accusé vendredi le président de son parti, le médiateur de la République et deux ministres d'avoir détourné 13 millions de dollars versés à l'Ouganda au Burundi en 2007 pour apurer une dette. Sur les ondes de la Radio publique africaine (RPA, privée) Manassé Nzobonimpa affirme s'être rendu en Ouganda courant 2007 pour y récupérer les 13 millions de dollars, en compagnie du président du parti présidentiel, Jérémie Ngendakumana, d'un autre haut dirigeant de la formation Mohamed Rukara, de la ministre des Finances Clotilde Nizigama et du ministre de l'Éducation de l'époque Saïdi Kibeya. « Cet argent a été payé mais n'est jamais arrivé dans les caisses de l'État », a poursuivi M. Nzobonimpa, jusqu'à présent numéro 3 du Conseil des sages, l'organe dirigeant du Conseil national pour la défense de la démocratie - Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD), le parti du président Pierre Nkurunziza. M. Rukara est aujourd'hui l'Ombudsman (médiateur de la République) burundais, M. Kibeya est devenu ministre des Travaux publics alors que Mme Nizigama a gardé son poste. « Je demande à la justice d'interpeller ces quatre personnalités car elles ont détourné cet argent et il y a des preuves », a-t-il martelé. Manassé Nzobonimpa dénonce depuis lundi sur la RPA les agissements d'un « groupe de corrompus » qui gangrènent le parti et étouffent la démocratie au Burundi. Le président du CNDD-FDD a catégoriquement rejeté ces accusations, reconnaissant s'être rendu avec M. Nzobonimpa en Ouganda à cette époque « mais pour autre chose ». « Les affaires entre États se traitent au niveau de l'exécutif. C'est n'importe quoi de penser que le président d'un parti politique est allé se faire rembourser à la place du gouvernement », a réagi M. Ngendakumana, qui a annoncé l'exclusion de M. Nzobonimpa du Conseil des sages. Le parti présidentiel burundais reproche à M. Nzobonimpa de s'être exprimé de manière inappropriée et de chercher à déstabiliser le pays quelques jours d'un congrès d'été, qui devait avoir lieu début mars. « Le congrès a été reporté fin mars ou début avril, mais n'est pas la cause de ce que raconte M. Nzobonimpa, qui n'a aucune incidence sur le parti », a assuré M. Ngendakumana. Lundi, M. Nzobonimpa avait également plaidé pour un dialogue inter-burundais devant la résurgence de groupes armés et de violences meurtrières à la suite des élections générales mi-2010 remportées par le parti au pouvoir et dénoncées par l'opposition. La contestation du processus électoral de l'été 2010 par l'opposition et la multiplication de incidents depuis font planer la crainte d'une reprise des violences au Burundi, pays marqué par une longue guerre civile qui a fait plus de 300.000 morts entre 1993 et 2006.